



## Déclaration FSU - CSAD 59 – 15 mars 2024

Ce CSAD se tient dans un contexte de grande colère dans les établissements et d'incertitude pour la rentrée 2024. Le gouvernement continue de dégrader nos métiers, le service public d'Éducation et les services publics en général, seuls lieux pourtant à même de lutter en partie contre les inégalités. Comment croire que l'Éducation est une priorité quand le budget de l'Éducation nationale n'est même pas préservé des coupes budgétaires ? Quelques mois après le non-vote du budget à l'Assemblée nationale, les hypothèses économiques sont revues et voilà qu'un coup de rabet de 10 milliards s'annonce sur le budget de l'État, avant une coupe de 20 milliards l'an prochain. Alors que l'École manque de tout, l'Éducation nationale perd 692 millions en 2024, qu'en sera-t-il en 2025 ? La gestion du dossier « groupes de niveaux » est également emblématique des impasses actuelles : portée envers et contre tout, par Gabriel Attal, cette mesure est le symbole du projet d'École conservateur et passéiste du premier ministre. Alors que la ministre de l'Éducation acte, devant les organisations syndicales, la disparition des groupes de niveaux des textes réglementaires, Gabriel Attal ne peut s'empêcher de la contredire 24h après. Ce refus d'accepter aucun bougé à un projet de réforme qui fait la quasi-unanimité contre lui, est un vrai problème démocratique : c'est gouverner contre les personnels et contre les intérêts du service public d'Éducation et c'est irresponsable dans le moment de crise que vit l'École. Ce ne sont pas des groupes de niveau dont les élèves et les enseignants ont besoin, mais d'une baisse d'effectifs dans les classes, pour pouvoir aider et faire progresser tous les élèves. Les mesures « choc des savoirs », dont la FSU demande l'abandon, vont d'une part renforcer les inégalités, déposséder les enseignants de leur expertise, mais aussi déstabiliser l'organisation des établissements scolaires et par conséquent l'ensemble de ses personnels et des élèves.

Concernant les mesures de postes dans les collèges du Nord, nous émettions de gros doutes l'année dernière, à la même époque lors du CSAD, sur la bienveillance affichée par l'administration pour limiter la suppression de postes en Technologie, notamment lorsque cela concernait des mesures de cartes scolaires dans cette discipline. Nous n'étions pas dupes et, par expérience, nous ne donnions aucun crédit à cette opération de communication lancée par le ministère pour tenter d'atténuer la colère après l'annonce surprise et scandaleuse de la suppression de l'enseignement de la Technologie en classe de 6<sup>e</sup>. Et en effet, il ne nous a pas fallu longtemps pour voir les impacts de cette décision puisque, dès l'année dernière, 23 postes étaient supprimés. Un an plus tard, la casse continue avec 34 nouvelles suppressions de postes, dont 9 mesures de cartes scolaires, sans certitude pour ces collègues de retrouver un poste près de chez eux, voire un poste tout court. La Technologie représente, à elle seule, 28 % des postes supprimés dans les collèges du département pour la rentrée 2024. En 2 ans, cette discipline a perdu plus de 18 % de ses postes dans le département. Cela nous rappelle et confirme d'ailleurs que les dernières réformes ou décisions ont toutes entraîné des suppressions de moyens et de postes, et ce, quelle que soit la tendance des effectifs. Depuis 2015, dans les collèges du Nord, 34 % des postes en Technologie ont été supprimés, 23 % des postes en Allemand, 21 % des postes en Lettres Classiques. Quelles seront les prochaines disciplines visées ?

Pour revenir à la préparation de rentrée 2024 dans les collèges du Nord, 122 suppressions de postes sont prévues, dont 70 mesures de cartes scolaires, c'est deux fois plus que l'année dernière. Alors oui, il y a 92 créations et nous pourrions nous en réjouir. Néanmoins, 55 d'entre elles, soit 60 % des créations, sont des postes en Lettres Modernes et en Mathématiques, soit respectivement 31 et 24

postes. 55 postes qui découlent, pour un grand nombre d'entre eux, de l'annonce précipitée de la mise en place des groupes de niveaux. Aussi, puisque nous connaissons la capacité du gouvernement à changer aussi souvent d'avis que de ministre de l'Éducation nationale, nous sommes en droit de nous interroger et de nous inquiéter sur la pérennité de ces postes. Au final, il y aura 30 postes de moins dans les collèges du nord à la rentrée 2024, c'est même 37 postes de moins pour les disciplines enseignées au collège, puisque 7 créations concernent les ouvertures d'ULIS.

Parallèlement à ces suppressions de postes, le nombre de compléments de service reste élevé, malgré une tendance à la baisse. A la rentrée 2024, 16 % des postes seront concernés par au moins un complément de service, avec des disciplines toujours très impactées comme en Allemand où 43 % des postes sont en complément de service, les Arts Plastiques et l'Éducation Musicale (36 % des postes) ou encore la Technologie pour 33 % des postes restants.

La mise en place des groupes de niveau a également un effet sur le nombre de BMP. Leur nombre et leur quotité sont en hausse d'environ 18 % avec deux disciplines qui se détachent très nettement de toutes les autres :

- En Mathématiques, le nombre de BMP passe de 48 à 76, soit une hausse de 58 % / leur quotité horaire augmente de 300 h, soit une hausse de 67 % par rapport à l'année dernière.
- En Lettres Modernes, le nombre de BMP passe de 42 à 84, soit une hausse de 100% / leur quotité horaire augmente de 344 h, soit une hausse de 76 %.

Là aussi, nous nous interrogeons et nous nous inquiétons sur la capacité qu'a l'institution pour recruter, former et mettre des enseignants en mathématiques et en lettres modernes face aux élèves sur tous ces BMP en septembre 2024.

Depuis trop longtemps, les décisions ou les réformes, arrivant d'en haut et imposées aux personnels sans écouter le terrain, sans étude d'impact sur leurs effets dans les établissements et sur les personnels, sont complètement hors-sol. La réforme dite « choc des savoirs » n'échappe pas à ce constat. Elle ne répond pas aux réels besoins des personnels et va encore aggraver les conditions de travail des enseignants et les conditions d'apprentissage des élèves dans les collèges. La FSU réaffirme son opposition à cette réforme qui trie socialement les élèves et désorganise les collèges par la réorientation de l'utilisation de la marge, la détérioration des emplois du temps et la réduction ou la suppression d'enseignements disciplinaires, de dédoublements ou d'options. C'est pour l'abandon du choc des savoirs, mais aussi pour la défense d'une École publique de qualité avec plus de moyens et de vraies ambitions émancipatrices pour tous ses élèves, que la FSU appelle les personnels à se mettre en grève et à participer aux manifestations le 19 mars.

Pour terminer, la FSU remercie monsieur Bonnay et les services de la DSDEN pour la transmission des documents et les échanges afin de préparer le groupe de travail et ce CSAD. Nous sommes conscients de l'exercice difficile qui est le leur dans un cadre contraint, nous les remercions donc pour les situations de collègues qui ont pu ou pourront être améliorées.